Wondershare PDFelement

République du Sénégal

Haut Conseil des collectivités territoriales

RAPPORT ANNUEL 2016-2017

Wondershare PDFelement

HCCT

Wondershare
PDFelement

Haut Conseil des collectivités territoriales (HCCT)

Point E, Rue de Kaolack, face à la Piscine olympique, Dakar

Wondershare
PDFelement

Son Excellence, Monsieur Macky SALL,
Président de la République du Sénégal.

Wondershare
PDFelement

Son Excellence Monsieur Ousmane Tanor DIENG, Président du Haut Conseil des collectivités territoriales du Sénégal.

Wondershare
PDFelement

Rapport annuel 2016-2017

Wondershare
PDFelement

Wondershare PDFelement

TABLE DES MATIERES

Sigles et abréviations 10

Mot du Président du Haut Conseil des collectivités territoriales (HCCT) 15

Introduction générale 18

Préliminaires : session d'installation du HCCT 23

Chapitre I : Première session ordinaire de l'année 2017 : contribution à l'amélioration de l'Acte III de la Décentralisation 27

1. Rencontres préparatoires de la première session ordinaire 28

1.1 Première Conférence des Présidents 28

1.2 Deuxième Conférence des Présidents 28

1.3 Troisième Conférence des Présidents 29

2. Travaux des commissions 30

2.1 Travaux de la commission n°1 30

2.2 Travaux des dix autres commissions 31

Commission 2 : Développement des pôles-territoires 31

Commission 3 : Coopération et Financement des collectivités territoriales 31

Commission 4 : Environnement, Ressources naturelles et Industries Extractives 33

Commission 5 : Education, Formation et Emploi 33

Commission 6 : Urbanisme, Habitat, Cadre de vie et Promotion de l'Equité territoriale 33

Commission 7 : Santé et Affaires sociales 34

Commission 8 : Culture, Jeunesse et Sports 35

Commission 9 : Genre, Migrations et Sécurité 35

Commission 10 : Suivi du Contrôle de légalité des Actes des collectivités territoriales 36

Commission 11 : Affaires foncières domaniales territoriales 36

3. Séminaire de partage et d'informations 37

4. Plan stratégique 38

5. Auditions de Ministres et de responsables de structures 43

5.1 Audition du Ministre de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire 43

5.2 Audition de Monsieur Cheikh Ndiaye, Directeur du Secteur public local à la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique 46

Wondershare PDFelement

Wondershare PDFelement

TABLE DES MATIERES

5.3 Audition du professeur Ismaïla Madior FALL, Président du Comité national de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives du sénégal (ITIE) 48

5.4 Audition du professeur Awa Marie Coll SECK, Ministre de la Santé et de l'Action sociale 51

5.5 Audition de Monsieur Aliou SALL, Président de l'Association des Maires du Sénégal (AMS) et maire de Guédiawaye 54

5.6 Audition de Monsieur Mamadou DJIGO, Directeur général de l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT) 57

5.7 Audition de Monsieur Adama DIOUF, Président de l'Association des Départements du Sénégal (ADS), Président de l'Union des Associations d'Elus locaux (UAEL) 60

5.8 Audition de Monsieur Serigne Mbaye THIAM, Ministre de l'Education nationale 62

6. Examen et adoption de documents 66

Chapitre II : Deuxième session ordinaire de l'année 2017 68

2.1 Cérémonie officielle d'ouverture de la deuxième session ordinaire de l'année 2017 69

2.2 Réunions de la Conférence des Présidents 70

2.2.1 Première Conférence des Présidents 70
2.2.2 Deuxième Conférence des Présidents de l'année 2017 71

2.3 Travaux des commissions 74

2.3.1 Travaux de la Première Commission 74

2.3.2 Travaux des autres commissions 79

Commission 2 : Développement des Pôles-Territoires 79

Commission 3 : Coopération et Financement des collectivités territoriales 81

Commission 4 : Environnement, Ressources naturelles et Industries Extractives 84

Commission 5 : Education, Formation et Emploi 87

Commission 6 : Urbanisme, Habitat, Cadre de vie et Promotion de l'Equité territoriale 87

Commission 7 : Santé et Affaires sociales 89

Commission 8 : Culture, Jeunesse et Sports 90

Commission 9 : Genre, Migrations, Sécurité 91

Commission 10 : Suivi du Contrôle de Légalité des Actes des collectivités territoriales 91

Commission 11 : Affaires foncières et domaniales 94

2.4 Travaux en intercommission 95

Travaux de l'intercommission 2 et 3 : Développement des pôles-territoires, coopération et financement des collectivités territoriales 95

Wondershare PDFelement

Wondershare PDFelement

TABLE DES MATIERES

2.5 Auditions des structures en charge de l'emploi 96
2.5.1 Audition du Conseil national de la Jeunesse du Sénégal 96
2.5.2 Audition du Service civique national 98
2.5.3 Audition de l'Intersyndicale des travailleurs des collectivités territoriales 100
2.5.4 Audition de l'Agence nationale de la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) 101
2.5.5 Audition de l'Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APDA) 104
2.5.6 Audition du Bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS) 106
2.5.7 Audition du Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC) 109
2.5.8 Audition de la Banque mondiale 111
2.5.9 Audition du Programme de Modernisation des Axes et Territoires frontaliers (PUMA) 113
2.5.10 Audition de la plateforme des Acteurs non Etatiques (ANE) 115
2.5.11 Audition de l'Office national de la Formation professionnelle (ONFP) 116
2.5.12 Audition du Mouvement des Entreprises du Sénégal (MDES) 118
2.5.13 Audition du Conseil national du Patronat (CNP) et de la Confédération nationale des Employeurs du Sénégal (CNES) 120
2.5.14 Audition de l'Union des Femmes Chefs d'Entreprise (UFCE) 121
2.5.15 Audition du Programme des Domaines agricoles communautaires (PRODAC) 122
2.5.16 Audition de l'Agence nationale d'Insertion et de Développement agricole (ANIDA) 125
2.5.17 Audition du FONGIP et du FONSIS 127
2.5.18 Audition sur le numérique : faire du numérique, le fer de lance de l'attractivité des territoires 129
2.6 Etudes et contribution sur l'attractivité des territoires et la promotion de l'emploi 132
2.6.1 Attractivité des villes religieuses et promotion de l'emploi 132
2.6.2 Contribution sur le thème : Attractivité des territoires et promotion de l'emploi 132
2.7 Recommandation sur les mécanismes de solidarité entre les collectivités territoriales et les avis sur la Fonction publique locale et sur le Fonds d'équipement des collectivités locales 134
2.7.1 Recommandation sur les mécanismes de solidarité entre les collectivités territoriales 234
2.7.2 Avis sur la Fonction publique locale 134
2.7.3 Avis sur le Fonds d'équipement des collectivités locales 135
2.7.4 Motions de félicitations, de remerciements, adressées aux autorités 135

Wondershare PDFelement

Wondershare PDFelement

TABLE DES MATIERES

Chapitre III : Autres activités du Haut Conseil des collectivités territoriales 137

3.1 Représentations du HCCT au plan national et international 137

3.1.1 Représentations au plan national 137

3.1.2 Représentations au plan international 142

3.2 Traitement des saisines 149

Chapitre IV: Résumé des principales recommandations 152

4.1 A l'Assemblée plénière 152

4.2 Au Bureau et à la Conférence des Présidents 152

4.3 Au Président du HCCT 153

4.4 Aux Hauts Conseillers 153

4.5 A l'Administration du HCCT 153

4.6 Aux experts 154

4.7 Institutions et Personnalités auditionnées 154

4.8 Recommandations issues de la Contribution du HCCT pour l'amélioration de l'Acte III de la décentralisation 156

4.9 Recommandations de la deuxième session ordinaire de l'année 2017 160

Conclusion générale 167

Wondershare PDFelement

Wondershare PDFelement

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADM	Agence de Développement municipal
ADEPME	Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises
ADL	Agence de Développement local
ADS	Association des Départements du Sénégal
AEDS	Association des Elus Départementaux du Sénégal
AGEROUTE	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
AGETIP	Agence d'Exécution de Travaux d'Intérêt public
AIBD	Aéroport international Blaise Diagne
AIMF	Association internationale des Maires francophones
AMS	Association des Maires du Sénégal
ANAT	Agence nationale de l'Aménagement du Territoire
ANAMO	Agence nationale de la Maison de l'Outil
ANCR	Association nationale des Conseillers ruraux
ANEJ	Agence nationale pour l'emploi des jeunes
ANIDA	Agence nationale d'Insertion et de Développement agricole
ANSD	Agence nationale de la Statistique et de la Démographie
APD	Aide publique au Développement
APDA	Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat
ARD	Agence régionale de Développement
ARMP	Agence de Régulation des Marchés publics
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCI	Budget Consolidé d'Investissement
BNDE	Banque nationale de Développement économique
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement

Wondershare PDFelement

SIGLES ET ABREVIATIONS

BRT	Bus Rapid Transit
CADAK	Communauté des Agglomérations de Dakar
CAEL	Cellule d'Appui aux Elus locaux
CAR	Communauté des Agglomérations de Rufisque
CCT/UEMOA	Conseil des Collectivités territoriales
CEB	Curriculum de l'Education de Base
CEDAF	Centre départemental d'Assistance et de Formation pour la Femme
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CESE	Conseil économique, social et environnemental
CGCL	Code général des Collectivités locales
CGE	Conseil de Gestion des Ecoles
CICAD	Centre international de Conférences Abdou Diouf
CMU	Couverture Maladie universelle
CNDCL	Conseil national de Développement des Collectivités locales
CNDCT	Conseil national de Développement des Collectivités Territoriales
CNDT	Commission nationale de Dialogue des Territoires
CNES	Confédération nationale des Employeurs du Sénégal
CNJS	Conseil national de la Jeunesse du Sénégal
CNP	Conseil national du Patronat
CONAFIL	Commission nationale des Finances locales
CONGAD	Conseil des Organisations non gouvernementales d'Appui au Développement
CPRS	Centre de Promotion et de Réinsertion sociale
CRD	Comité régional de Développement
CRFPE	Centres régionaux de Formation des Personnels de l'Enseignement

Wondershare PDFelement

Wondershare PDFelement

SIGLES ET ABREVIATIONS

DCL	Direction des Collectivités locales
DCMP	Direction centrale des Marchés publics
DFC	Direction de la Formation et de la Communication
DGID	Direction générale des Impôts et Domaines
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FAPES	Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi et de l'Economie Solidaire
FDD	Fonds de Dotation de la Décentralisation
FECL	Fonds d'Equipement des Collectivités locales
FNPJ	Fonds national de promotion de la jeunesse
FOGAVILLE	Fonds de Garantie pour les Villes
FONGIP	Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires
FONSIS	Fonds souverain d'investissements stratégiques
GIC	Groupement d'intérêt communautaire
HCCT	Haut Conseil des collectivités territoriales
ICS	Industries chimiques du Sénégal
IPRES	Institution de Prévoyance de Retraite du Sénégal
ISRA	Institut sénégalais de Recherche agricole
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives
LODDT	Loi d'Orientation sur le Développement Durable des Territoires
MEDS	Mouvement des Entreprises du Sénégal
MFPAA	Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat
MGLDAT	Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire
NSTS	Nouvelle Société Textile du Sénégal
ODD	Objectif de Développement Durable

Wondershare PDFelement

Wondershare PDFelement

SIGLES ET ABREVIATIONS

OFEJBAN	Office pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONCAV	Organisation nationale de Coordination des Activités de Vacances
ONER	Observatoire national pour l'Emploi Rural
ONFP	Office national de Formation professionnelle
PACASEN	Programme d'Appui aux Communes et aux Agglomérations du Sénégal
PAJER	Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes en milieu Rural
PAMEC	Programme de la Modernisation de l'Etat civil
PAQEEB	Programme d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité dans l'Éducation de Base
PAQUET	Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence
PASEC	Programme d'Analyse des Systèmes éducatifs de la CONFEMEN
PATMUR	Projet d'Amélioration de la Mobilité Urbaine
PDEF	Plan Décennal de l'Education et de la Formation
PDEJAS	Projet de Développement de l'Entreprenariat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agroalimentaire au Sénégal
PDIDAS	Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agribusiness du Sénégal
PIB	Produit intérieur Brut
PLD	Plan local de Développement
PLDE	Plan locaux d'Education
PNA	Pharmacie Nationale d'Approvisionnement
PNADT	Plan national d'aménagement et de développement du territoire
PNAT	Plan national d'Aménagement du Territoire
PNDL	Programme national de Développement local
PNDS	Programme national de Développement sanitaire

Wondershare PDFelement

SIGLES ET ABREVIATIONS

POAS	Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols
PPDC	Projet Pôle de Développement de la Casamance
PPEJMR	Politique de promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural
PPPP	Partenariat Public Privé Population
PRODAC	Programme des Domaines agricoles communautaires
PRODDEL	Programme d'Appui à la Décentralisation et au développement local
PROGEP	Projet de Gestion des Eaux Pluviales
PROMOVILLES	Programme de Modernisation des Villes
PSE	Plan Sénégal Émergent
PUDC	Programme d'Urgence de Développement communautaire
PUMA	Programme d'Urgence pour la Modernisation des Axes et Territoires frontaliers
REFELA	Réseau des Femmes Élues locales d'Afrique
RESACLAP	Réseau des Clubs de Littérature, d'Art et de Philosophie
RSE	Responsabilité sociétale d'Entreprise
SAED	Société d'Aménagement des Eaux du Delta
SCA	Stratégie de Croissance accélérée
SNDES	Stratégie nationale de Développement économique et social
SONATEL	Société nationale des Télécommunications
TER	Train Express Régional
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UA	Union africaine
UAEL	Union des Associations d'Elus locaux
UASSU	Union des Associations sportives, scolaires et universitaires
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UFCE	Union des Femmes Chefs d'Entreprise du Sénégal

Wondershare
PDFelement

MOT DU PRESIDENT DU HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

La première phase de mise en œuvre de l'Acte III de la décentralisation s'est déroulée dans un contexte socio-économique et politique marqué de fort belle manière par les résultats probants du **Plan Sénégal Émergent (PSE)**. La politique de décentralisation et d'aménagement du territoire a franchi une étape capitale avec la naissance du Haut Conseil des collectivités territoriales, quatrième institution constitutionnelle, adoptée par le peuple sénégalais lors du référendum du **20 mars 2016**.

Loin des querelles partisanes et des adversités subjectives, le **Haut Conseil des collectivités territoriales** se veut un espace de dialogue républicain constructif, de réflexions utiles et patriotiques, de propositions et d'esquisses de solutions techniques. Ce creuset de réflexion pratique ambitionne d'apporter sa pierre angulaire pour contribuer à relever tous les défis et problèmes auxquels l'État et ses démembrements, les collectivités territoriales, sont appelés à résoudre dans le cadre de la gouvernance locale.

En outre, la diversité et la complémentarité des profils des membres du HCCT se sont fait ressentir positivement lors des différentes sessions de l'année 2017.

Tout ceci fournit la preuve supplémentaire de la détermination, de la vision et de la volonté politiques de Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, de bâtir des terroirs viables, fiables et porteurs de développement socio-économique durable, équitable et solidaire.

Il pourra toujours compter sur l'engagement, la rigueur et la compétence des Hauts Conseillers et sur leur ouverture dynamique à toutes les couches sénégalaises constitutives des cibles bénéficiaires de sa politique de décentralisation, de développement et d'aménagement du territoire.

Chacun d'entre nous est issu d'une collectivité territoriale à laquelle, j'en suis persuadé, il est profondément attaché et pour laquelle il est engagé à jouer un rôle majeur dans son essor socio-économique, culturel et politique. L'État et le peuple sénégalais en valent toutes les peines et toutes les preuves !

C'est fort de tout cela que nous avons opté pour l'efficacité dans le travail en lieu et place de l'exposition médiatique polémiste, de réactions spontanées et de justifications incessantes. Parler par les actes est le choix consensuel des membres de l'Institution que nous avons l'honneur de diriger.

Parler pour rapprocher des positions opposées, mais utilement complémentaires, constitue notre leitmotiv.

Il importe dans la même foulée, d'agir pour aider à faire prendre les meilleures décisions par des avis motivés pour le bien de tous et dans l'intérêt de la Nation. De ce fait, mener des démarches discrètes s'impose afin de réconcilier ceux qui servent la même cause et dont les divergences sont conciliables. Le HCCT a toujours tenu compte de cela à travers des actions de facilitation et de médiation.

En effet, agir pour la cause de la décentralisation et du développement territorial passe d'abord par un rapprochement avec les acteurs locaux à travers des contacts directs et permanents. Ainsi, il s'agit d'écouter régulièrement et attentivement les populations, de s'exercer à comprendre leurs attentes et leurs propres

Wondershare PDFelement

> *« Mettre à la disposition de Monsieur le Président de la République, les premières initiatives, réflexions et actions des Hauts Conseillers sous forme d'avis motivés, de contributions ou de recommandations. »*

solutions face aux défis qu'elles partagent avec l'État central afin de les servir convenablement.

Décentraliser, c'est se parler, se compléter, co-agir et cogérer en mariant le local et le global, le facteur national et l'enjeu de terroir, c'est aussi mettre en relation de manière harmonieuse les acteurs du sommet et ceux de la base.

Le présent rapport annuel est une synthèse de l'ensemble des activités menées durant la période d'octobre 2016 à décembre 2017 par le Haut Conseil des collectivités territoriales (HCCT). Il a pour objectif de mettre à la disposition de Monsieur le Président de la République, les premières initiatives, réflexions et actions des Hauts Conseillers sous forme d'avis motivés, de contributions ou de recommandations.

Lors de nos différents travaux, plusieurs outils de travail, de recherches et de propositions ont été explorés à travers les réunions de la Conférence des Présidents, les commissions, les inter-commissions, les séances d'auditions de hautes personnalités étatiques et de responsables de groupements intervenant dans le secteur de la décentralisation.

Des audiences, des missions de terrain et de représentations au plan national et international, l'examen de saisines, de documents portant projets de textes législatifs, réglementaires, de projets et de programmes, ont surtout ponctué les travaux des Hauts conseillers durant la première année de fonctionnement de notre institution.

Ainsi, ce rapport, basé sur des concertations dynamiques et consensuelles, décline l'ensemble des travaux effectués lors de la session d'installation du HCCT qui a eu lieu au courant du mois d'octobre 2016 et des deux sessions ordinaires de l'année 2017. Il retrace également, les autres activités de représentation de l'Institution au niveau national et international.

La session d'installation a été l'occasion pour le HCCT de mettre en place ses organes, en élisant les membres du Bureau et ceux des onze Commissions permanentes. Le règlement intérieur a également été élaboré et adopté.

Durant la première session ordinaire de l'année 2017, un séminaire de partage et d'information sur l'acte III de la décentralisation, ayant mobilisé d'éminents experts aux compétences avérées et reconnues par leurs pairs, a été organisé au profit des hauts conseillers. Ce fut aussi l'occasion, pour l'institution, d'élaborer et d'adopter un **Plan stratégique** et des **Plans de travail annuels** pour ses onze commissions permanentes.

La deuxième session a été marquée par deux mois d'intenses activités ponctuées par des échanges tenus lors des Conférences des Présidents, des réunions des commissions, du comité restreint ou des travaux en inter-commission et des séances plénières.

Durant ces deux mois, les Hauts Conseillers, des décideurs, des acteurs de la société civile, des experts et universitaires ont réfléchi et généreusement contribué à la réflexion suscitée par le thème de la session : « *Attractivité des territoires et promotion de l'emploi* ».

Wondershare PDFelement

> *« Il me plait de rappeler l'importante contribution apportée par le Conseil national de la Jeunesse, qui a donné le point de vue des jeunes et porté des remarques de fond sur les politiques publiques. »*

Les auditions des personnalités ou représentants de structures étatiques et des éminents experts, ainsi que les résultats et fruits des audiences accordées à des concitoyens et à leurs groupements sont en partie consignés dans ce rapport annuel.

Il me plait de rappeler également, l'importante contribution apportée par le Conseil national de la Jeunesse, qui a donné le point de vue des jeunes, porté des remarques de fond sur les politiques publiques et a développé un plaidoyer fort pour que le budget qui lui est alloué soit augmenté, afin de mieux servir tous les territoires et assurer la promotion de l'emploi.

Il y a lieu de signaler que des documents qui auraient pu servir d'annexes ayant fait l'objet d'une présentation sommaire dans le présent rapport annuel ont été transmis à Monsieur le Président de la République. Il s'agit des avis sur la Fonction publique locale et sur la réforme du Fonds d'équipement des collectivités locales. Il s'y ajoute deux contributions, l'une relative **à l' Amélioration de l'Acte III de la décentralisation**, et l'autre à **l'Attractivité des territoires et** à la **promotion de l'emploi, et enfin une recommandation** portant **sur les Pôles-Territoires**.

Pour conclure, je voudrais remercier très chaleureusement **Son Excellence Monsieur Macky SALL**, Président de la République du Sénégal, pour la confiance placée en notre modeste personne, son Premier Ministre, l'ensemble des membres du Gouvernement, les responsables et acteurs des autres institutions de la République, les experts, les élus et les travailleurs des collectivités territoriales et leurs groupements, mes collègues Hauts Conseillers, qui n'ont ménagé aucun effort ainsi que les membres de l'administration du Haut Conseil des collectivités territoriales.

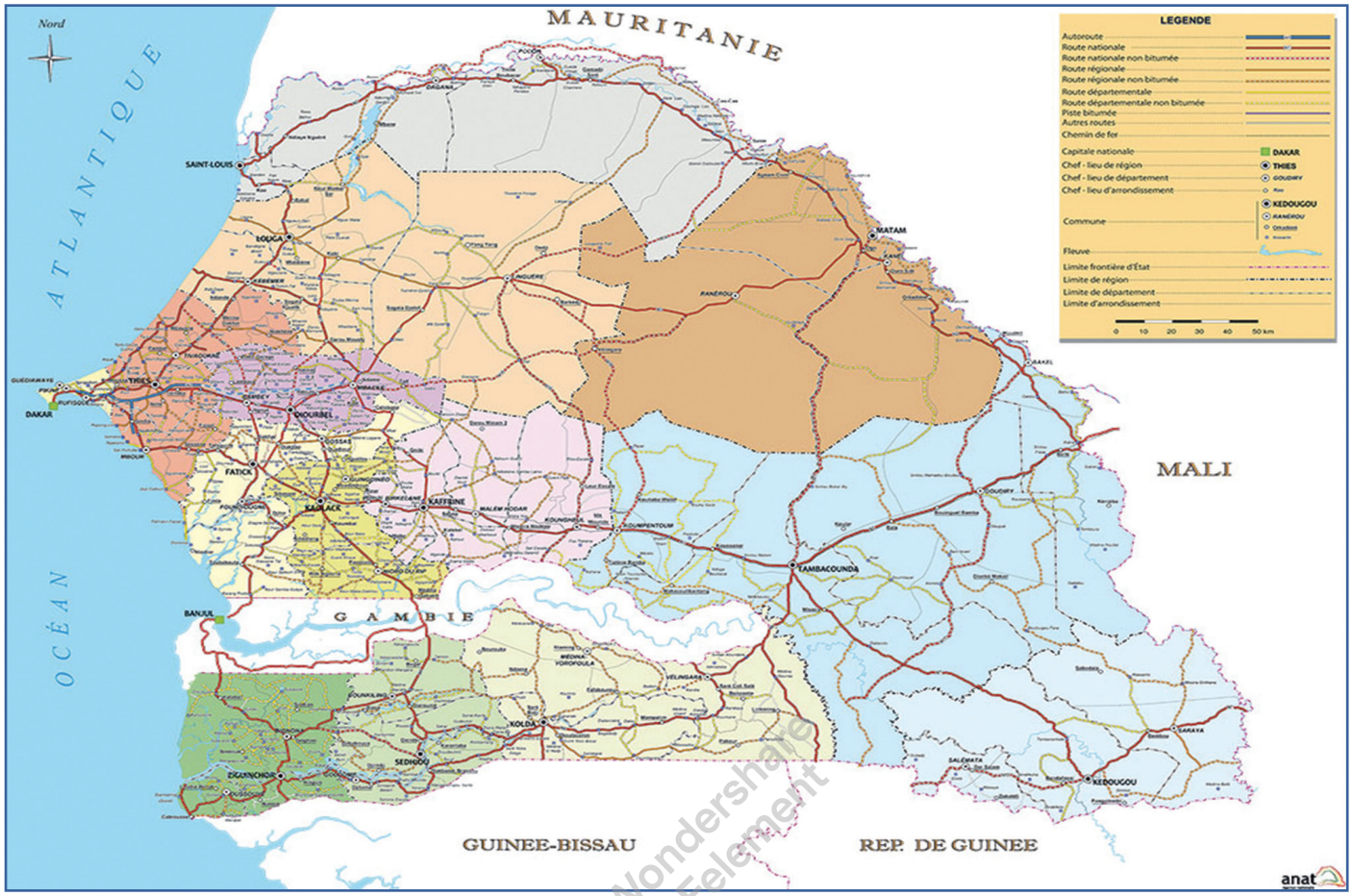
C'est l'occasion pour moi de remercier aussi tous les acteurs qui ont contribué à la réussite de nos rencontres, parmi ceux-ci, l'Administrateur de la Maison de la presse où l'essentiel des plénières et travaux de commission a été organisé. J'associe à ces remerciements, le personnel de l'ensemble des réceptifs qui ont bien voulu nous accueillir pendant nos travaux, les prestataires de services extérieurs et tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la réussite de nos travaux.

Que nos travaux puissent inspirer des transformations positives au sein de notre pays et bien au-delà de nos frontières.

Son Excellence Monsieur Ousmane Tanor DIENG

Wondershare PDFelement

INTRODUCTION GENERALE



Carte Administrative du Sénégal-2018

Le Sénégal a très tôt fait l'expérience d'une harmonieuse et dynamique cohabitation entre les politiques de déconcentration et de décentralisation. Au fil du temps, les pouvoirs locaux se sont beaucoup renforcés grâce aux transferts de compétences, aux prérogatives et à l'autonomie conférée dans divers domaines avec de grandes évolutions notées dans la création, la nature et les missions des différents ordres de collectivités territoriales.

Aucun des régimes qui se sont succédé n'a tenté de revenir sur la dynamique de renforcement et d'approfondissement de la politique nationale de décentralisation dont les fondements et les perspectives tirent de plus en plus leur légitimité et leur légalité de la Constitution.

Dans la même optique, la politique de décentralisation répond à une forte adhésion des populations sénégalaises dont l'attachement au développement de leurs terroirs n'est plus à démontrer en dépit de la protection et de la promotion collective des fondements de la souveraineté et de l'unité nationales, de la cohésion sociale et du bon vivre-ensemble harmonieux dans la solidarité et l'entraide.

Sur le plan international, notamment africain, le modèle sénégalais de la décentralisation a toujours servi de source d'inspiration à plusieurs États en dépit de certaines de ses faiblesses qui sont inhérentes à toute œuvre humaine. En matière de gouvernance locale, le Sénégal a toujours su tirer les bonnes leçons de ses mésaventures à travers des mesures correctives issues de larges concertations.

Le Sénégal est partie prenante de toutes les initiatives africaines en matière d'élaboration, de suivi-évaluation, de mise en œuvre et de renforcement d'initiatives et autres réformes en faveur de la décentralisation. C'est ainsi qu'il a, entre autres,participé à la création du Conseil des Collectivités Territoriales de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (CCT-UEMOA), du Haut Conseil des collectivités territoriales de l'Union africaine, de la Charte africaine des Valeurs et Principes de la Décentralisation, de la Gouvernance locale et du Développement local.